

TOP CONTACT

Quotidien d'informations générations et d'investigations
Mail: journaltopcontact@gmail.com
Directeur de Publication François Régis WOLOSSEGALAMA

N°3187
Du 17 juin 2022
Prix : 300 F CFA

**Le MLPC-CO, un groupement des dissidents du MLPC,
est à nouveau fragilisé**

**Luanda et l'ONU tentent de faire revivre
le processus de paix en RCA**



**Le Haut-commandement militaire sanctionne
des officiers de l'armée nationale**

**Violent affrontement entre les mercenaires russes
et les rebelles de la CPC à Dimbi**

Dans les coulisses du futur troisième mandat de Touadéra



Décidé à s'offrir un nouveau mandat en impulsant une révision constitutionnelle, Faustin-Archange Touadéra s'efforce de désamorcer les oppositions internes. Entre promesses et passages en force, voici comment le président s'active pour rester au pouvoir

Le 26 mai dernier, le député du Mouvement Cœurs Unis (MCU) Brice Kévin Kakpayen présentait aux représentants des groupes parlementaires de la majorité présidentielle une proposition de modification de la Constitution centrafricaine. Celle-ci vise notamment à supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels (aujourd'hui fixé à deux consécutifs), ainsi qu'à créer un poste de vice-président et un Sénat.

Depuis, le projet suit son cours. Au sein de la majorité, l'opposition à la modification est très minoritaire, même si quelques voix s'élèvent, en coulisses, afin de demander à Faustin-Archange Touadéra (FAT) de ne pas se précipiter.

En revanche, les plus fervents partisans de FAT, réunis autour des ministres conseillers Sani Yalo et Fidèle Gouandjika, cherchent à pousser le chef de l'État à convoquer sans tarder une session extraordinaire de l'Assemblée afin de faire voter la proposition.

Duel autour du troisième mandat

Un homme, en première ligne depuis le début du projet, est toujours à la manoeuvre auprès des députés : Évariste Ngamana, vice-président de l'Assemblée nationale et porte-parole du MCU. Bénéficiant de la confiance du président et de son chef de cabinet Donatien Maleyombo, celui-ci est le patron de la majorité présidentielle à l'Assemblée. C'est aussi un interlocuteur régulier des Russes de Wagner.

Selon nos sources, Évariste Ngamana a avant tout été chargé de limiter l'influence de Simplicie Mathieu Sarandji, président de la Chambre basse et secrétaire général du MCU. C'est d'ailleurs pour cette raison que FAT a favorisé l'élection de Ngamana à la vice-pré-

sidence de l'Assemblée, à proximité de l'ambitieux Sarandji. Ce dernier, qui fut Premier ministre et a longtemps espéré succéder à FAT, devrait encore patienter en cas de révision constitutionnelle.

Quel avenir pour Sarandji et Dondra ?

Sarandji pourrait se contenter, afin de ne pas rendre publique son opposition au troisième mandat, du poste de **vice-président de la République**, qui le placerait alors en position de dauphin constitutionnel, bien que sa relation avec le président se soit détériorée ces derniers mois. Ses détracteurs, menés en grande partie par Ngamana, espèrent contrecarrer ce projet et s'activent en coulisses pour lui faire quitter le perchoir.

Un autre ancien Premier ministre pourrait également monnayer son ralliement au troisième mandat – ou a minima sa discrétion lors du passage du texte devant les députés. Selon nos informations, Henri-Marie Dondra, qui avait quitté la primature en février sous la pression notamment de Sarandji, pourrait accepter un poste d'envergure, la **présidence du Sénat** et la **direction de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC)** ayant été évoquées.

CNC

TOP CONTACT

Directeur de Publication

François Régis WOLOSSEGALAMA
Tél : 75.66 65 57

REDACTION
Rédacteur en chef
Pierre IGNALIBO

REDACTEURS
Pierre BALEKOUZOU
François Régis WOLOSSEGALAMA
Paul AMOKOKPILA
Jean Jacques ALANGA

Chargée de relation extérieures
Nadine Ursela SARAMALE

Secrétariat informatique
Master computer

Imprimerie : Le DAUPHIN

Le Haut-commandement militaire sanctionne des officiers de l'armée nationale



Après plusieurs mois de mise en garde, le Haut-commandement de l'armée passe au régime de sanctions pour faire régner la discipline. Quatre officiers ont été rétrogradés, le 08 juin dernier, suite à un décret du président de la République. Ces derniers ont été sanctionnés pour manquement à leurs obligations de militaire.

Dans ce décret cosigné par le Premier ministre et le ministre de la Défense natio-

nale, les motifs varient d'un officier à un autre. Le capitaine Frédéric Ouango du 4^{ème} Bataillon d'infanterie territoriale (BIT4) est descendu au grade de lieutenant. Les lieutenants Jean-Paul Mouté du Bataillon d'honneur et Bertrand Bouyémbé du Bataillon du génie ont été rétrogradés au grade de sous-lieutenant. Selon le décret, ces officiers ont délibérément refusé d'obtempérer aux ordres de la hiérarchie lors d'une mission commandée.

Manquement grave au devoir et responsabilités du militaire

Par ailleurs, un autre officier a été visé par la même sanction. Il s'agit du lieutenant Al-Amir Bilal du 5^{ème} Bataillon d'infanterie territoriale qui redevient sous-lieutenant. Le motif évoqué selon le décret

est le manquement grave au devoir et responsabilités du militaire au combat, ayant occasionné la mort de six soldats à Nzako dans le Mbomou. Cet officier était à la tête d'une faction des Forces armées centrafricaines déployées à Nzako dans le Mbomou.

Des attitudes déjà décriées par certaines autorités locales

Le 28 avril dernier, des éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) avaient mené une première attaque contre les positions de l'armée nationale à Nzako. Assaut qui avait fait près d'une dizaine de morts et plusieurs blessés dans les rangs des forces nationales. Suite à cette incursion, les autorités locales avaient fustigé l'attitude de certains chefs militaires, qui selon elles, avaient manqué à leurs obligations.

Cette énième vague de sanctions intervient quatre mois après une décision du ministre de la Défense nationale radiant plusieurs dizaines d'éléments de l'armée.

RNL

**Lisez Top contact
votre fidèle
informateur**

Luanda et l'ONU tentent de faire revivre le processus de paix en RCA

Le ministre angolais des relations extérieures, Tete António, a dernièrement séjourné à Bangui, à l'invitation de la nouvelle représentante spéciale de la Minusca, Valentine Rugwabiza. Cette dernière souhaite un suivi plus régulier de la feuille de route de Luanda.

Nommée à ce poste depuis quatre mois, la nouvelle représentante de la Minusca, Valentine Rugwabiza, veut faire revivre la feuille de route angolaise dans le conflit centrafricain, malgré une certaine lassitude qui s'installe à Luanda face au peu d'avancées.

La diplomate rwandaise a ainsi fortement poussé pour l'organisation d'une revue stratégique sur le processus de paix, le 4 juin dernier à Bangui, en présence du ministre angolais des relations extérieures, Tete

António, accompagné du chef de la diplomatie rwandaise, Vincent Biruta, pour s'entretenir avec le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra.

Cette réunion doit permettre à Valentine Rugwabiza de présenter des avancées concrètes pour sa première audition devant le Conseil de sécurité de l'ONU, qui doit avoir lieu le 22 juin prochain à New York.

TOUADÉRA MONTRE PATTE BLANCHE

La cheffe de la diplomatie cen-



Le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, et le ministre angolais des relations extérieures, Tete António, à Bangui, le 4 juin, lors de la revue stratégique sur le processus de paix en RCA. © Flickr/Minusca

trafricaine Sylvie Baïpo-Temon a également participé aux discussions, tout comme l'ambassadeur français Jean-Marc Grosgrin, ou encore la nouvelle ambassadrice américaine, Patricia Mahoney, arrivée en avril dernier.

Contrairement à une première revue stratégique houleuse qui avait eu lieu le 14 janvier dernier (AI du 18/03/22), la discussion a cherché à clarifier le rôle de chacun. Le chef de la diplomatie angolaise Antonio Tete a insisté sur le fait que c'est au gouvernement centrafricain de conduire la feuille de route et les discussions avec les chefs des groupes armés ayant participé à la Coalition des patriotes pour le changement de François Bozizé, ainsi que de poursuivre le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion. Une demande que le président centrafricain, qui jusqu'ici voulait laisser toute initiative à la diplomatie angolaise, semble avoir acceptée.

LA VISITE DE LOURENÇO ANNULÉE

A l'aller comme au retour, Tete

António a effectué une discrète escale à Brazzaville pour rendre compte de ses démarches au président congolais Denis Sassou Nguesso. Ce dernier continue de suivre attentivement la situation politique de son voisin.

Malgré ces promesses d'avancées, Luanda reste méfiante sur les promesses centrafricaines au vu des timides résultats des derniers mois. Alors que la diplomatie centrafricaine attendait la venue du président angolais João Lourenço à Bangui en ce début de semaine, le voyage semble avoir été annulé à la dernière minute.

Outre la déception sur le processus de paix, Luanda connaît quelques frustrations au niveau de la Minusca.

Ces dernières semaines, les autorités du pays se sont étonnées que la candidature du général angolais qu'elles avaient présentées pour prendre la tête de la force de la Minusca n'ait pas encore été validée par le Département des opérations de paix (DOP) des Nations unies. Le militaire aurait théoriquement dû prendre la succession du général burkinabè Daniel Sidiki Traoré au mois d'avril.

CNC

Le MLPC-CO, un groupement des dissidents du MLPC, est à nouveau fragilisé

Un mouvement dissident à l'intérieur du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) a été lancé le 24 avril 2022 à Bangui. Ce mouvement, baptisé MLPC-CO, avait été initié par l'ancien premier ministre et plusieurs fois ancien inspecteur général d'état Jean Édouard Chantal Koyambonou, premier vice-président du MLPC. Mais deux mois après sa création, ce mouvement dissident est profondément divisé et prêt à s'explorer. En cause, 16 millions de francs CFA décaissés par le chef de l'État Faustin Archange Touadera et empochés par le leader des dissidents, Jean Édouard Chantal Koyambonou.

L'ancien premier ministre Jean Édouard Chantal Koyambonou, dans sa course, prône la réalisation d'un courant de pensée originelle au sein de son parti le MLPC qui entend rassembler des « camarades militantes et militants démobilisés, démotivés et ceux ou celles qui, pour des raisons diverses, se sont mis en retrait du Parti ». Mais en réalité, l'ancien premier ministre Jean-

Édouard Chantal Koyambonou est téléguidé par le chef de l'État Faustin Archange Touadera qui entend fragiliser coûte que coûte ses adversaires politiques, en particulier son ancien faiseur de roi, le député Martin Ziguélé, Président du MLPC. Par ignorance, en cherchant à fragiliser son ancien allié, il a jeté dans la marre, un pactole qui divise davantage ceux qu'il veut les utiliser.

Le fauteur de troubles : une enveloppe de 16 millions de F CFA

Selon des informations recueillies, peu après le dialogue républicain tenu en mars dernier, une somme de 16 millions de francs CFA, avait été remise à l'ancien premier ministre Jean-Édouard Chantal Koyambonou par le chef de l'État Faustin Archange Touadera. L'objectif était d'entretenir ces dissidents du MLPC afin de mobiliser encore plus large et fragiliser cet ancien parti au pouvoir et allié.

Mais l'argent ne fait pas l'unanimité. L'ancien premier ministre Jean-Édouard Chantal Koyambonou confisque pour lui seul les 16 millions de francs CFA remis par le chef de l'État. Ce qui soulève la colère des autres dissidents. Ceux qui viennent de Paris demandent aussi leur part, mais Koyambonou se justifie :

« Cet argent m'a été remis par le chef de l'État pour ma participation en tant qu'ancien premier ministre aux assises du dialogue républicain. Ce n'est nullement pour

les activités du MLPC-CO et ce n'est pas aussi 16 millions comme vous l'entendez », se défend-il.

Ainsi, depuis quelques jours, certains membres de la coordination du MLPC-CO se sont mis en retrait du mouvement et exigent de leur leader, des explications cohérents car, selon eux, aucun des participants à ce dialogue n'a été récompensé par leur titre ou grade. Et si c'est pas 16 millions, c'est combien donc ? S'interrogent-ils.

Le MCU à la manœuvre

Selon de gentilles indiscretions, dans la logique de la révision de la Constitution afin d'offrir un mandat illégal et à vie à Touadera, le MCU cherche par tous les moyens pour phagocyter certains cadres des partis d'opposition. C'est ainsi que certains cadres des partis, comme le MLPC, identifiés comme des proies faciles et manipulables à souhait, ont été très vite repères et débauchés facilement pour l'activité.

La machine étant mise en marche depuis la tenue du dialogue républicain, c'est le cas de Jean-Édouard Chantal Koyambonou et ses amis d'infortune du « CPO » que le chef de cabinet particulier du Président Touadera, Donatien Maleyombo les a reçus le week-end dernier pour leur remettre la bagatelle somme d'argent pour ce sale boulot avec à la clé, la promesse de nomination à des postes de responsabilité dans les prochains jours.

CNC

Le CIO et l'ACNA s'opposent à la mise en place du nouveau bureau du CNOSCA



Le Comité international Olympique (CIO) et l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNA) condamnent la mise en place du nouveau bureau du Comité national olympique et sportif centrafricain (CNOSCA). Pour ces instances internationales, le ministère des sports est à l'origine de ce dysfonctionnement et apportent leur soutien

au bureau dirigé par Gilles Gilbert Grézenquet.

Pour le CIO, la mise en place d'un bureau "parallèle" du CNOSCA est qualifiée d'un "incident regrettable" tendant à déstabiliser le bureau géré par Gilles Gilbert Grézenquet dûment reconnu.

Le CIO et l'ACNA condamnent avec la plus "grande fermeté les agissements du ministère des sports et rejettent catégoriquement ses tentatives d'ingérence répétées" qui, selon eux, "ne sont en rien compatibles avec les règles de la charte olympique et les valeurs qui régissent le mouvement olympique", déclarent-ils.

Les instances olympiques

rappellent dans leur note que, seuls les comités nationaux olympiques reconnus par le CIO peuvent représenter leur pays, citant en l'occurrence, le bureau issu de l'Assemblée générale électorale du 13 novembre 2021, dirigé par Gilles Gilbert Grézenquet.

Un bras de fer avec le ministère des sports

Le Comité International Olympique met en garde contre tous ceux qui vont entreprendre une action en dehors du bureau reconnu, toute tentative par un tiers de se substituer aux prérogatives du CNOSCA.

Pour situer les faits, après expiration du mandat du bureau dirigé par Gilles Gilbert Grézenquet, une assemblée générale électorale devait être organisée. Le ministre des sports émet une réserve et demande au bureau sortant de retarder les élections, en attendant que les choses soient tirées au clair. Cela n'a pas été observé, les élections sont organisées et le président sortant est reconduit. Le ministre des sports va alors suspendre les activités du CNOSCA et mettre en place un comité de crise, devant organiser une autre assemblée générale. Ce qui est fait le 28 mai dernier en élisant Alfred Service à la tête du CNOSCA, même si le tribunal administratif avait annulé la décision du ministre des sports.

RNL

Violent affrontement entre les mercenaires russes et les rebelles de la CPC à Dimbi



Les mercenaires russes sur la route de Dimbi

Située dans la sous-préfecture de Kembé, au sud-est de la République centrafricaine, la commune de Dimbi, occupée il y'a encore quelques jours par les rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC), a été secouée ce lundi 13 juin par des détonations d'armes lourdes et légères.

Selon des informations recueillies, c'était une attaque menée par les mercenaires russes, appuyés par les soldats de l'armée nationale contre les positions des rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) à Dimbi, dans la préfecture de la Basse-Kotto.

Rappelons qu'il y a quelques semaines, la ville de Dimbi avait été reprise par les rebelles de la CPC après un violent af-

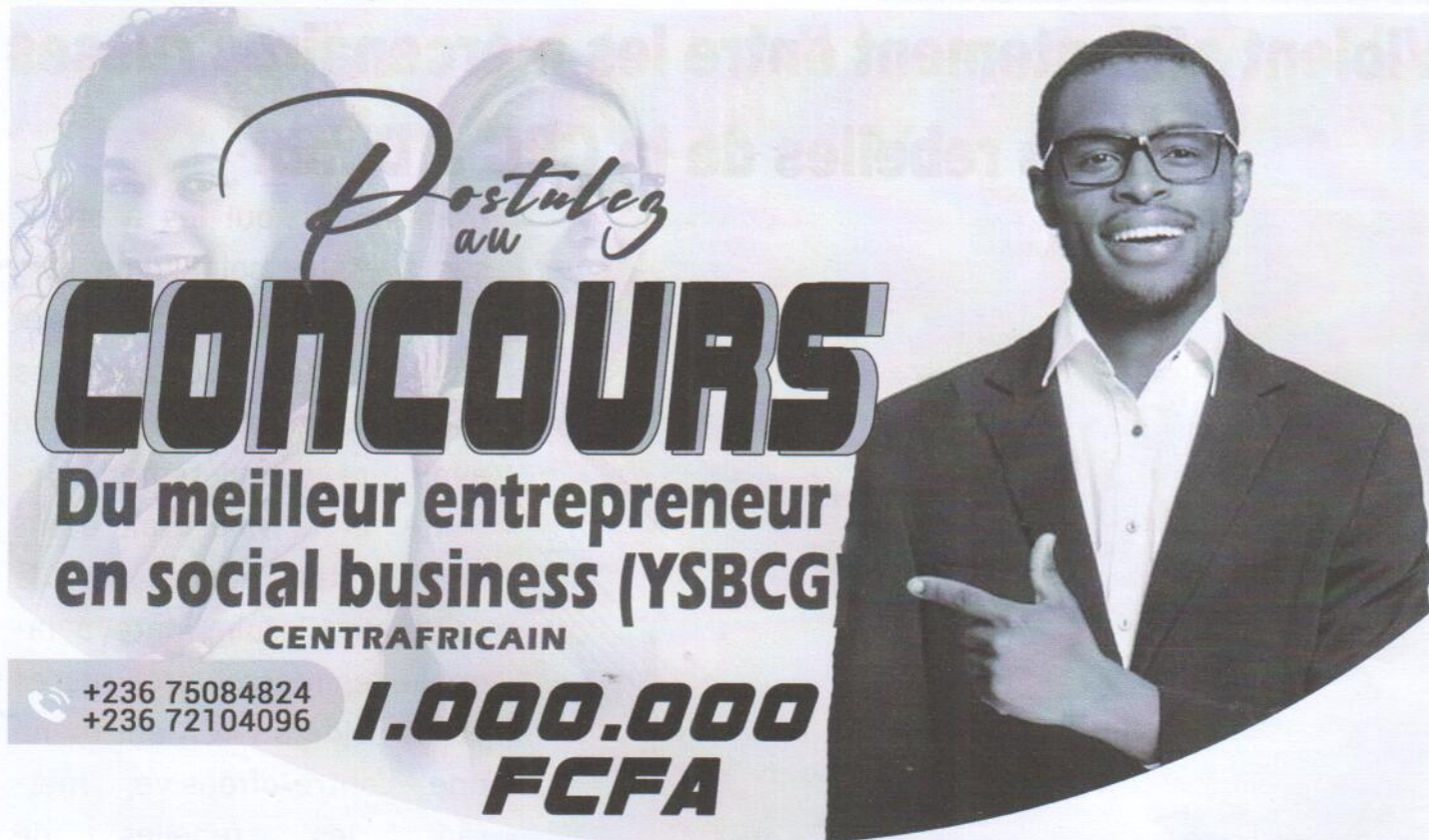
frontement qui les a opposés avec les soldats de l'armée nationale. La base des éléments de forces armées centrafricaines dans la ville avait été complètement détruite, et la ville était occupée par les rebelles jusqu'à ce lundi 13 juin, date à laquelle les mercenaires russes et les soldats FACA ont mené une contre-offensive, mettant les rebelles de la CPC en débandade.

Selon des sources locales, les rebelles se sont retirés de la ville qui est en ce moment occupée par les mercenaires russes et les soldats FACA. Pour l'heure, aucun bilan humain n'a été avancé par les autorités militaires.

CNC

Lisez Top contact
votre fidèle

informateur



Postulez
au

CONCOURS

**Du meilleur entrepreneur
en social business (YSBCG)
CENTRAFRICAIN**

+236 75084824
+236 72104096

1.000.000 FCFA

Le concours de l'entrepreneuriat pour la jeunesse citoyenne est une initiative internationale organisé conjointement par gutschool, l'antenne yunus social business center à bangui, le yunus social business center, le sun power, le vv.ventures et l'auf sous le haut patronage du ministère des PME. il a pour but d'engager les jeunes entrepreneurs et innovateurs à être les agents d'un changement positif dans leurs communautés

Qui peut participer?

Tous les jeunes centrafricains, âgés entre 15 et 30 ans sont dorénavant invités à participer au concours et à soumettre leurs meilleurs idées et projets

Surprise

Les gagnants seront invités à la cérémonie de remise des prix lors du lancement du yunus social business center à gutschool où ils présenteront leurs idées et leurs projets à un public d'envergure internationale

Comment se préparer

Les inscrits au concours ont la possibilité de recevoir une formation gratuite de 20 heures en entrepreneuriat délivrée par le yunus social business center à GUTSCHOOL et d'avoir leur dossiers révisé par leurs pairs et par des experts. Les idées et projets soumis seront commentés et et soumis à un jury pluridisciplinaire.

Date de lancement

27 MAI 2022

